

24 heures – 02. Februar 2022

Seite: 14vc3

Monde

Rapport accablant

## «Israël doit mettre fin à ce système d'apartheid»

*Amnesty International dénonce un «système cruel de domination et de crimes contre l'humanité» contre les Palestiniens. Israël l'accuse d'antisémitisme.*

Alice Froussard Jérusalem

«Amnesty est là aujourd'hui pour demander aux autorités israéliennes de mettre fin à ce système d'apartheid qu'elles maintiennent contre toute la population palestinienne, là aussi pour appeler la communauté internationale à agir contre ces crimes contre l'humanité.» Son vocabulaire est fort, sa voix puissante. À Jérusalem, devant une salle comble et des dizaines de journalistes venus assister à la présentation du rapport, Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, donne le ton.

C'est bien d'apartheid qu'il s'agit. Fruit de quatre années d'enquêtes de terrain et d'une analyse juridique approfondie, cette nouvelle publication de plus de 200 pages démontre point par point comment Israël a développé tout un système visant à exercer un contrôle continu sur les Palestiniens – qu'ils vivent à Gaza, en Cisjordanie occupée, à Jérusalem-Est, en Israël ou qu'ils soient réfugiés dans d'autres pays du monde – et ce, par une ségrégation basée sur des lois, des politiques et des pratiques institutionnalisées pour opprimer.

«Les Palestiniens sont traités comme un groupe racial inférieur: ces politiques cruelles de dépossession, de ségrégation, d'exclusion, sur tous ces territoires, relèvent de l'apartheid», assure la secrétaire générale d'Amnesty. Car si ce n'est pas la première organisation à utiliser ce terme – des ONG palestiniennes, israéliennes, ou encore Human Rights Watch l'avaient précédée –, Amnesty va plus loin dans la dénonciation.

Dans le rapport, on parle d'un apartheid «né avec la création d'Israël en mai 1948, construit et maintenu par les différents gouvernements, quel que soit le parti au pouvoir, et qu'importe le territoire». Ici, le système de discrimination est donc le même de la mer Méditerranée aux rives du Jourdain, même s'il prend des formes différentes en Israël, dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

### Dépossession de biens et de liberté

La liste de cas représentatifs pour – selon l'ONG – «maintenir une hégémonie juive» est longue. Dépossession de biens et de liberté, checkpoints et fragmentation entre quatre espaces différents, blocus, impossible réunification familiale, expulsions forcées de populations, démolitions de maisons, confiscation de terres, torture, détention administrative, négation du droit au retour... «Nos conclusions peuvent choquer, déranger, mais c'est le but. Cette violence, cette cruauté du système m'a choquée jusqu'au plus profond de moi-même», affirme Agnès Callamard. Au fond de la salle, Mahmoud Salhiya, dont la maison familiale située dans le quartier stratégique de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, a été démolie en pleine nuit la semaine dernière par Israël, hoche la tête et acquiesce.

«Nous sommes ravis qu'Amnesty, avec ce rapport important et courageux, confirme ce que nous disions depuis des années. Maintenant, c'est aux pays qui disent soutenir les droits de l'homme d'agir, de soutenir ces déclarations et de mettre fin à cette déshumanisation institutionnalisée», précise Ammar Hijazi, ministre palestinien adjoint des Affaires étrangères, à Ramallah.

## Levée de boucliers côté israélien

Côté israélien, ce rapport provoque une véritable levée de boucliers. Dès lundi, le gouvernement a demandé à Amnesty de ne pas le publier. Le chef de la diplomatie israélienne, Yaïr Lapid, dénonce une analyse «antisémite, car si Israël n'était pas un État juif, personne chez Amnesty n'oserait s'en prendre à lui». Il qualifie Amnesty International d'«organisation radicale qui propage la même propagande que des organisations terroristes». «Une critique des méthodes israéliennes n'est pas de l'antisémitisme, se défend Agnès Callamard. Ce ne sont que des attaques désespérées pour nous discréditer.»

À la fin du rapport, Amnesty exhorte le Conseil de sécurité des Nations Unies à imposer «un embargo» sur les ventes d'armes à Israël et demande des «sanctions contre les responsables israéliens les plus impliqués dans le crime d'apartheid». La prochaine étape – assure-t-on chez Amnesty – est donc de lancer la campagne et mobiliser les 10 millions de membres de l'ONG à travers le monde. Mais il faudra du temps. Alors que la presse internationale assistait à la présentation du rapport, Israël démolissait au même moment une nouvelle maison palestinienne dans le camp de réfugiés de Shuafat, à Jérusalem-Est.

[Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, est venue en personne à Jérusalem mardi présenter le rapport qui accuse Israël d'apartheid. EPA](#)